

Condition animale, agriculture et alimentation : dépasser les clivages et écrire un nouveau chapitre d'écologie politique

Europe Écologie - Les Verts se distingue par le principe fondateur selon lequel les hommes ne sont en rien "maîtres et possesseurs de la nature" mais au contraire partie intégrante du vivant.

Dans certains élevages, l'asservissement du vivant a été poussé à un tel extrême que les animaux se voient réduits à n'être qu'une matière première

:

- Chaque année, 74 milliards d'animaux terrestres et entre 500 et 1 000 milliards d'animaux aquatiques sont tués pour la consommation humaine.
- En France, ce sont plus de 3 millions d'animaux qui sont abattus tous les jours, dans des conditions souvent déplorables. 99 % des lapins, 95 % des cochons, 90 % des veaux et 82 % des poulets de chair y sont élevés de manière industrielle, mutilés, entassés dans des cages ou des bâtiments fermés afin de les engraisser et misérablement maintenus en vie jusqu'à leur abattage précoce.
- Plus de 70% de la viande fournie en restauration collective est importée, ce qui a un impact direct sur les animaux car ils doivent subir des temps de transports de plus en plus long dans des conditions désastreuses (surpopulation, déshydratation, épuisement, etc.).

Le modèle alimentaire français, centré sur la production et la consommation de protéines animales, a un impact majeur sur les écosystèmes et l'émission de gaz à effet de serre. Nous devons amorcer une transition alimentaire ayant pour objectifs de diviser par deux notre consommation de chair animale et d'inverser le rapport entre protéines végétales et protéines animales.

Notre rapport à l'alimentation s'est bouleversé en quelques décennies. La "mal bouffe" et les conditions animales associées témoignent d'une société de la rapidité, du bas coût, de la recherche de la quantité plutôt que de la qualité et surtout de notre déconnexion au vivant et à la ruralité.

De plus, l'élevage industriel créé une immense injustice entre le Nord et le Sud : les pays du Nord importent pour nourrir leurs bêtes de très grande quantité des végétaux empiétant sur les surfaces agricoles et compromettant la souveraineté alimentaire des pays du Sud.

Enfin, l'alimentation est un enjeu de santé publique. L'Organisation mondiale de la santé a établi que la viande rouge transformée était une cause certaine de cancer, tandis que la viande rouge non transformée en était une cause probable. Si l'humanité optait pour une alimentation entièrement à base de végétaux, il est estimé que le taux de mortalité humaine chuterait entre 6% et 10%.

Motion

Actant le fait que les animaux non humains disposent de capacités cognitives et sensorielles que l'on ne peut ignorer.

Soulignant que Hommes et animaux vivent en interdépendance.

Rappelant qu'EÉLV prône la non-violence, et que celle-ci doit concerner les animaux humains comme les animaux non humains.

Considérant que l'alimentation est un enjeu d'équité et de justice sociale aussi bien pour les paysans que pour toute la population ; et ce partout dans le monde.

Considérant que la transition vers un élevage extensif et paysan n'est tenable que si elle s'accompagne d'une végétalisation de l'alimentation, fondée sur les territoires.

Reconnaissant que si le végétarisme est un choix personnel, offrir les conditions permettant une consommation (non quotidienne) fortement réduite de produits animaux est un projet de société et donc de politique publique.

Europe Écologie - les Verts, s'engage à :

Repenser la place des animaux dans notre société et en reconnaître la personnalité juridique ; car ils ne peuvent être réduits à une protéine alimentaire.

Accompagner la transformation du rapport humain/animal en une coopération respectueuse de chacun.

Proposer une alternative végétale dans ses évènements internes et publics.

Dépasser le tabou de la mise à mort des animaux d'élevage afin de trouver des solutions pour que cette dernière soit proche du lieu de vie, soudaine et sans douleur.

Soutenir et financer toute démarche ou initiative permettant de repenser nos modes d'alimentation et de consommation notamment des campagnes d'information et de nutrition sur les bénéfices d'une alimentation tournée vers le végétal, bio, local et de saison.

Mettre en œuvre une politique agricole s'appuyant sur des mécanismes contraignants de conditionnement des soutiens publics aux filières respectueuses des besoins essentiels des animaux.

Penser des politiques publiques collégiales d'alimentation territoriale encourageant l'élevage extensif, local et paysan et la réduction de la consommation de protéines animales dans la restauration collective et privée.

Reconnaître le rôle indispensable au débat public des associations animalistes comme lanceuses d'alerte sur le quotidien cruel et arbitraire que subissent des millions d'animaux.

Travailler avec les associations animalistes autour des convergences de luttes pour une alimentation plus respectueuse du vivant. Car même si nos voies d'actions diffèrent et que nous défendons l'élevage paysan extensif comme alternative à la production industrielle, nos approches se complètent et s'enrichissent.

Premières et premiers signataires :

Pauline Couvent (IDF)

Damien Deville (IDF)

Annie Lahmer (IDF)

Manuel Leick-Jonard (Midi-Pyrénées)

Anna Maillard (Franche-Comté)

Douchka Markovic (IDF)

Elisabeth Matak (Midi-Pyrénées)

Fiona Mille (IDF)

Romain Zavallone (IDF)